

FONDATION OPTEO
MAISON D'ACCUEIL SPÉCIALISÉE
Intégration d'une chaufferie biomasse
À SAINT CÔME D'OLT - Aveyron

CCAP

(Cahier des Clauses Administratives Particulières)

JANVIER 2023

Maîtrise d'ouvrage

FONDATION OPTEO

Saint Mayme 12850 ONT LE CHATEAU

Tél. : 05 65 77 22 40 siege.social@fondationopteo.fr

Maîtrise d'oeuvre

HBM ARCHITECTES

37, rue Bétaille 12000 RODEZ

Tél. : 05 65 68 64 00 - hbm.arc@hbmarchitectes.fr

B.E.T. INSE

ZI Rue Marc Robert 12850 ONET LE CHATEAU

Tél. : 05 65 77 31 00 - rodez@inse.fr

Bureau de contrôle

APAVE

22, boulevard du 122^{ème} RI 12000 RODEZ

Tél. : 05 65 78 04 65 rodez@apave.com

Coordonnateur SPS

APAVE

22, boulevard du 122^{ème} RI 12000 RODEZ

Tél. : 05 65 78 04 65 rodez@apave.com

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

- 1.1 - Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur
- 1.2 - Tranches et lots
- 1.3 - Travaux intéressant la défense
- 1.4 - Contrôle des prix de revient
- 1.5 - Maîtrise d'œuvre - Maîtrise de chantier
- 1.6 - Contrôle technique
- 1.7 - Coordination Sécurité et Santé
- 1.8 - Ordonnancement - Pilotage - Coordination
- 1.9 - Redressement et liquidations judiciaires
- 1.10 - Connaissance des lieux et des documents

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

- a) - Pièces particulières
- b) - Pièces générales

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - COMPTE-PRORATA - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

- 3.1 - Répartition des paiements
- 3.2 - Tranche(s) conditionnelle(s)
- 3.3 - Dépenses diverses sur compte prorata
- 3.4 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes
- 3.5 - Variation dans les prix
- 3.6 - Paiements des co-traitants et des sous-traitants
- 3.7 - Formes particulières de l'envoi des projets de décomptes mensuels et finaux
- 3.8 - Délais de mandatement
- 3-9 - Délais de signature du décompte général

ARTICLE 4. DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

- 4.1 - Délai d'exécution des travaux
- 4.2 - Prolongation du délai d'exécution
- 4.3 - Pénalités pour retard - Primes d'avance
- 4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux
- 4.5 - Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SECURITE

- 5.1 - Retenue de garantie - Garantie à première demande
- 5.2 - Avance forfaitaire
- 5.3 - Avances sur matériels
- 5.4 - Approvisionnements

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

- 6.1 - Provenance des matériaux et produits
- 6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt
- 6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.
- 6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES

- 7.1 - Piquetage général
- 7.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

- 8.1- Période de préparation - Programme d'exécution des travaux
- 8.2- Plan d'exécution - Spécifications techniques détaillées - Notes de calcul - Etudes de détail
- 8.3- Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail
- 8.4- Organisation - Sécurité et hygiène des chantiers
- 8.5 - Réunions de chantier
- 8-6- Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur

ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

- 9-1- Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux
- 9-2- Le Maître d'Ouvrage
- 9-3- Réception
- 9-4- Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages
- 9-5- Documents fournis après exécution
- 9-6- Délais de garantie
- 9-7- Garanties particulières
- 9-8- Assurances

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

**FONDATION OPTEO
MAISON D'ACCUEIL SPÉCIALISÉE DE ST COME D'OLT;
INTEGRATION D'UNE CHAUFFERIE BIOMASSE**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

1.2. Tranches et lots

Les travaux sont traités en une seule tranche ferme et une seule phase d'intervention.

Les prestations visées à l'article 1.1 ci-avant font l'objet de 4 lots répartis comme suit :

LOT 01 : GROS OEUVRE - VRD
LOT 02 : CHAUFFERIE BOIS - TUYAUTERIES
LOT 03 : SERRURERIE
LOT 04 : ETANCHEITE

1.3. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par

Bureau d'Etudes Techniques : **INSE** 12850 Onet le Château

1.4. Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre II de la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Pour la réalisation de la présente opération, le Maître d'Ouvrage est assisté d'un contrôleur technique agréé :
APAVE RODEZ

1.5. Coordination sécurité et santé

Le coordonnateur SPS désigné par le maître d'ouvrage est **APAVE RODEZ**.

1.6. Ordonnancement - Pilotage - Coordination

Sans objet.

1.7. Phasage

L'opération est organisée en 1 seule phase qui devra permettre le maintien de l'activité, pendant la période du chantier.

L'entreprise en charge des travaux devra donc impérativement veiller à maintenir les conditions de sécurité et de bon fonctionnement des locaux utilisés par les résidents et les professionnels tout au long du chantier.

1.8. Redressement et liquidations judiciaires

En cas de redressement ou liquidation judiciaire :

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Maître de l'Ouvrage par l'entreprise. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le Maître de l'Ouvrage adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article 141 de la loi du 25.01.85, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté, ouverte à l'article 37 de cette loi, d'exiger la continuation des contrats en cours. En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, le Maître de l'ouvrage pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

1.9. Connaissance des lieux et des documents

Les entreprises sont réputées, avant la remise de leurs offres :

- Avoir pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, lieux et terrains d'implantation des ouvrages, tous éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécutions des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, importance et particularité.
- Avoir procédé à une visite détaillée du terrain et avoir pris parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et toutes sujétions relatives au lieu de travail, accès et abords topographiques et natures du terrain, venues d'eau, crues, éloignement des canalisations d'eau, électricité, égout, stockage des matériaux, etc...
- Avoir pris connaissance du phasage des travaux et de ses conséquences sur l'organisation du chantier

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

a) Pièces particulières :

- Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles.

- Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses documents annexés (cahier prévisionnel d'exécution, commun à tous les lots,...).
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), assorti des documents suivants :
 - Les documents graphiques donnant la description des ouvrages par plans, croquis et dessins.
 - Le cadre quantitatif du DPGF

b) Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur ***au premier Jour du mois de remise des offres.***

- Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés privés de travaux.
- Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés privés de travaux (C.C.A.G.)
- Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (C.C.S./D.T.U.), énumérées aux annexes I des circulaires publiées au Journal Officiel, du Ministre de l'Economie relative aux cahiers des charges techniques des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par les annexes 2 à ces circulaires.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - COMPTE-PRORATA - VARIATION DES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur mandataire, ses co-traitants et ses sous-traitants.

3.2. Tranche(s) conditionnelle(s)

Sans objet.

3.3. Dépenses diverses sur compte prorata

Les dépenses inscrites au compte-prorata sont définies dans les prescriptions communes du CCTP et réputées incluses dans le montant global du marché ;

3.4. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

Travaux réglés sur dépenses contrôlées en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé,

3.4.1. Modalités d'établissement des prix

Les prix du marché sont établis hors T.V.A.,

3.4.2. Prestations fournies gratuitement à l'entreprise

- Sans objet.

3.4.3. Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires, pour chacun des lots, selon les stipulations de l'article 2 de l'acte d'engagement.

3.4.4. Documents concernant les prix à fournir au début des travaux

- Sans objet.

3.4.5. Travaux en régie

- Sans objet.

3.4.6. Modalités de règlement des comptes**A) Décomptes et acomptes périodiques**

Périodiquement, et avant le 25 du mois, l'entreprise titulaire adressera par courrier ou remettra à la maîtrise d'œuvre en 3 exemplaires, sa situation qui comprendra :

- **le décompte de travaux** sous forme de facture cumulative, qui déterminera les quantités, valeurs ou pourcentages arrêtés à la fin de la période (en principe mensuelle) des prestations réalisées depuis le début du marché, seront présentés suivant le modèle indiqué ci-après :

Devis du marché				Travaux du mois		Situation Cumulative	
Article	Quantité	P.U.	Montant	Quantité	Montant	Quantité	Montant

- **l'actualisation** (Article 3.5.6. du présent CCAP).

B) Décompte final

A l'achèvement des travaux et après l'envoi au Maître d'œuvre du décompte de travaux du dernier mois de leur exécution, le titulaire adressera au Maître d'œuvre en 2 exemplaires un projet de décompte final qui fera apparaître les quantités totales des prestations réellement exécutées, l'actualisation et donc le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre.

Après acceptation ou rectification, le Maître d'œuvre transmettra le décompte final au Maître de l'Ouvrage.

3.4.7. Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine

- Sans objet.

3.4.8. Approvisionnements

- Sans objet.

3.5. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

3.5.1. Type de variation des prix

Les prix sont fermes

3.5.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres et valables sur toute la durée du chantier.

3.5.3. Choix de l'index de référence

Sans objet.

3.5.4. Modalités de révision des prix

Sans objet.

3.5.5. Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables

Sans objet.

3.5.6. Actualisation provisoire

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive.

3.5.7. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

3.5.8. Report du premier paiement

Dans le cas où l'entreprise n'a pas fourni toutes les pièces nécessaires en temps voulu, notamment les pièces attestant la souscription des assurances professionnelles, le premier paiement pourra être reporté.

3.6. Paiements des co-traitants et des sous-traitants

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 2.41 du CCAG Travaux.

Il est signé par l'autorité compétente, l'entrepreneur et le sous-traitant qui conclut le contrat de sous-traitance. Il indique en outre, pour les sous-traitants à payer directement :

- Les renseignements mentionnés à l'article 2.43 du CCAG.,
- La nature et le montant des prestations sous-traitées, accompagné du devis correspondant,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse du sous-traitant
- Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
 - * Les modalités de calcul et de versement des acomptes
 - * La date (ou le mois) d'établissement des prix
 - * Les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses.
- Si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer.

3.6.1. Désignation des sous-traitants en cours de marché :

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par la personne responsable du marché, par l'entrepreneur et par le sous-traitant qui conclut le contrat de sous-traitance. Cet acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 2.41 du CCAG Travaux.

Si cet entrepreneur est un co-traitant, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

Il indique en outre, pour les sous-traitants à payer directement :

- Les renseignements mentionnés à l'article 2.43 du CCAG.,
- La nature et le montant des prestations sous-traitées, accompagné du devis correspondant,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse du sous-traitant
- Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
 - * Les modalités de calcul et de versement des acomptes
 - * La date (ou le mois) d'établissement des prix
 - * Les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses.
- Si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer.

3.6.2. Modalités de paiement direct

Pour les sous-traitants, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte envoyé au maître d'œuvre, et indiquant la somme à régler par le Maître de l'Ouvrage au sous-traitant concerné.

Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Dès réception de ces pièces, le Maître d'œuvre avise directement le sous-traitant de la date de réception du projet de décompte et de l'attestation envoyés par l'entrepreneur et lui indique les sommes dont le paiement à son profit a été accepté par l'entrepreneur.

A compter de la réception de ces pièces, le mandatement des sommes dues au sous-traitant doit intervenir dans les délais prévus à l'article 3.7 ci-dessous.

L'entrepreneur dispose d'un délai de quinze jours, comptés à partir de la réception des pièces justificatives servant de base au paiement direct, pour les revêtir de son acceptation ou pour signifier au sous-traitant son refus motivé de le faire. Passé ce délai, le silence de l'entrepreneur vaut acceptation.

Dans le cas où l'entrepreneur n'aurait, dans un délai de quinze jours suivant la réception du projet de décompte du sous-traitant, ni opposé de refus motive, ni transmis celui-ci au Maître d'œuvre, le sous-traitant envoie directement au Maître d'œuvre une copie du projet de décompte, par lettre recommandée avec avis de réception postal. Il y joint une copie de l'avis de réception de l'envoi du projet de décompte de l'entrepreneur. Cette remise peut se faire également contre récépissé.

Le Maître d'œuvre met aussitôt en demeure l'entrepreneur, par lettre recommandée avec avis de réception postal, de lui faire la preuve dans un délai de quinze jours à compter de la réception de cette lettre, qu'il a opposé un refus motivé à son sous-traitant. Dès réception de l'avis, le Maître d'œuvre informe le sous-traitant de la date de cette mise en demeure.

A l'expiration de ce délai et au cas où l'entrepreneur ne serait pas en mesure d'apporter cette preuve, le Maître de l'Ouvrage dispose du délai prévu aux articles 13.23 et 13.43 du CCAG pour mandater les sommes dues au sous-traitant, à concurrence des sommes restant dues à l'entrepreneur au titre des projets de décompte qu'il a présentés.

3.7. Délais de paiement

Ils seront de 45 jours maximum.

3.8. Délais de signature du décompte général

Ils seront conformes au C.C.A.G.

ARTICLE 4. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1. Délai d'exécution des travaux

Le calendrier détaillé d'exécution est établi par le maître d'œuvre en concertation avec l'entreprise.

Le calendrier détaillé d'exécution indique :

- la durée, et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre,
- la durée, et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Le délai global d'exécution est de 6 mois dont 1 de préparation

4.2. Prolongation du délai d'exécution

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 5 (cinq) jours calendaires.

Le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel les intempéries ci-après seront constatées.

Sont comptés comme jours d'intempéries le moment où le mouvement des grues est interdit par des vents supérieurs à 80 Km/h, où les barrières de dégel interdiront tout approvisionnement en temps opportun, où la température extérieure descendrait au-dessous de - 6 degrés pendant 6 heures sur 8 heures que dure la journée de travail, où il y aura de fortes pluies ou chutes de neige avant la mise hors d'eau et hors d'air du bâtiment.

Dans le cas du Week-end, si le samedi est une journée d'intempérie, le dimanche sera considéré comme une journée d'intempérie, si le samedi ne l'est pas, le dimanche ne pourra compter comme journée d'intempérie.

4.3. Pénalités pour retard - Primes d'avance

4.3.1. Retard dans l'exécution des travaux

En cas de retard dans l'exécution des travaux, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché ou d'une tranche pour laquelle un délai d'exécution partiel ou d'une date limite fixée par le MAITRE D'OEUVRE ou le MAITRE D'OUVRAGE durant le chantier, il est appliqué une pénalité journalière de 400,00 € TTC par jour ouvré de retard.

Le montant total des pénalités sera retenu sur les sommes dues à l'entrepreneur et viendra en atténuation de la dépense.

Il est précisé que les pénalités ci-dessus pourront jouer pour chacun des délais partiels impartis à l'entrepreneur dans le calendrier d'exécution, étant entendu que le décompte de l'ensemble des pénalités encourues sera notifié en fin de marché avec le décompte général et définitif.

- Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.
- Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation de l'entreprise

4.3.2. Retard dans la fourniture de pièces nécessaires à l'avancement du chantier.

En cas de retard dans la fourniture de tous documents ou informations, tels que échantillons, plans de réservations, plans de détails, mémoires, notes de calculs, devis, P.V. d'essais, décompte final, etc..., à fournir suivant les clauses du présent CCAP ou demandés par le maître d'œuvre, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 100,00 Euros T.T.C. par jour de retard.

4.3.3. Retard dans la procédure de levée de réserves

En cas de retard dans la procédure de levée de réserves, pendant les opérations préalables à la réception, lorsqu'une date limite aura été fixée, il sera appliqué une pénalité journalière forfaitaire de 150,00 Euros T.T.C. par jour ouvré de retard.

4.3.4. Absence aux réunions

Toute absence aux réunions de chantier ou de coordination par une entreprise qui aura été convoquée sur le compte-rendu précédent cette réunion, ou qui n'aura pas été représentée par une personne habilitée à prendre toute responsabilité, sera pénalisée de 100,00 Euros T.T.C. par absence.

4.3.5. Retard nettoyage

En cas de retard dans le nettoyage du chantier, il sera appliqué une pénalité de 100,00 € TTC par jour ouvré de retard à l'entrepreneur défaillant. Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire réaliser le nettoyage par une entreprise externe, dont le coût sera déduit des factures de l'entreprise défaillante.

4.3.6. Retard levé de réserves

En cas de retard de la levée de réserves, une retenue est opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur. Cette retenue est fixée à 100,00 Euros T.T.C. par jour ouvré de retard.

4.3.7. Retard pour fourniture du PPSPS

En cas de retard dans la fourniture du P.P.S.P.S., une retenue est opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur. Cette retenue est fixée à 100,00 Euros T.T.C. par jour ouvré de retard.

4.3.8. Primes d'avance

Il n'est pas prévu de primes pour avance.

4.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Pas de stipulations particulières hormis celles figurant dans les CCTP.

4.5. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Les plans de récolement, bons de garantie, notes de fonctionnement et d'entretien, P.V. d'autocontrôle, à fournir par les entreprises titulaires du marché devront être remis au Maître d'œuvre, un mois au plus tard après la réception des travaux.

En cas de retard dans la remise de ces documents par l'entrepreneur, une retenue égale à 1000 euros H.T. par lot sera opérée sur les sommes dues au titulaire du marché. Le montant de tous travaux, de recherches, études et documents entraînés par la carence du titulaire du marché lui seront automatiquement déduits du montant du décompte définitif.

4.6. Retard pour non respect des consignes de sécurité

- Sur simple constatation du CSPS ou du maître d'œuvre.
- En cas de retard dans la mise en place des protections de sécurité, il sera appliqué une pénalité journalière forfaitaire de 300,00 € HT par jour ouvré.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SECURITE**5.1. Retenue de garantie - Caution personnelle et solidaire**

Une retenue de garantie de 5% sera prélevée sur le montant de chaque acompte payé au titulaire. Elle couvrira la bonne exécution des travaux et toutes les sommes dont le titulaire serait reconnu débiteur au titre du marché.

La retenue de garantie peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

La caution sera libérée dans les mêmes conditions que la retenue de garantie, à savoir dans le mois qui suit l'expiration du délai de garantie et sous réserve que l'entreprise ait satisfait à ses obligations techniques et administratives.

5.2. Avance forfaitaire

Aucune avance forfaitaire ne sera versée à l'entrepreneur.

5.3. Avances sur matériel

Aucune avance sur matériel de chantier ne sera versée à l'entrepreneur.

5.4. Approvisionnement

Sans Objet.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**6.1. Provenance des matériaux et produits**

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

6.2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6.3.1. Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'oeuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le bureau de contrôle visé à l'article 1.6.

La fourniture des échantillons ainsi que les frais des essais et contrôles sont à la charge de l'entrepreneur.

6.3.2. Le Maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché.

- S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau ou en dépenses contrôlées.
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le Maître de l'Ouvrage.

6.3.3. Sécurité incendie

Sans objet.

6.4. Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1. Piquetage général

- Le repérage général sera effectué contradictoirement avant le commencement des travaux par l'entreprise mentionnée dans le CCTP.

7.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

L'entrepreneur devra se renseigner auprès du Maître d'Ouvrage sur la présence, la nature et la position des canalisations, ouvrages souterrains ou enterrés pouvant se trouver dans le voisinage des travaux à effectuer.

ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation. Cette période de préparation est comprise dans le délai d'exécution des travaux. Elle commence à courir à compter de la notification des marchés.

La date de commencement des travaux sera fixée par l'ordre de service de début d'exécution des travaux conformément aux stipulations de l'article 3 de l'acte d'engagement.

Il est procédé au cours de cette période aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes :

- Par les soins du Maître de l'Ouvrage
- Par les soins du Maître d'Oeuvre
 - * élaboration, après consultation de l'entreprise, du calendrier détaillé d'exécution visé au 4.1.
 - * autres opérations.
- Par les soins de l'entrepreneur
 - * établissement et présentation au visa du Maître d'Oeuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du C.C.A.G.
 - * établissement et présentation de plans d'exécution, notes de calculs, et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G. et à l'article 8.5 ci-après.
 - * établissement du Plan Particulier Sécurité et Protection de la Santé (P.G.C.S.P.)

8.2. Plans d'exécution - Spécifications techniques détaillées - Notes de calcul - Etudes de détail

- L'entreprise présentera avant réalisation ses plans de détail pour accord à l'architecte et/ou au bureau d'étude
- Tous les plans d'exécution et notes de calcul devront être visés par le contrôleur technique mentionné dans le présent C.C.A.P. avant exécution.

8.3. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

- **La proportion maximale des ouvriers étrangers** par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.
- **La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes** rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employée sur le chantier ne peut excéder 10% (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10% (dix pour cent).

8.4. Organisation - Sécurité et hygiène des chantiers

L'ensemble des articles ci-dessous n'est pas restrictif par rapport aux exigences du P.P.S.P.S. et du P.G.C.S.P.S. Les travaux seront réalisés conformément aux dispositions de la réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité en vigueur au moment de l'exécution du chantier. Le chantier est soumis à mission de coordination de sécurité de niveau 2.

L'entrepreneur s'engage à respecter les principes généraux en matière de sécurité.

L'entrepreneur, qui pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par l'entrepreneur pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier le temps qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

A) Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur S.P.S."

B) Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S doit informer le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordinations qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

C) Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

1 - Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur a libre accès au chantier.

2 - Obligation du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S.
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs,
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier,
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quelque soit leur rang.

Il tient à la disposition leurs contrats,

- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur,
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent C.C.A.P.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet.
- de ses intervention au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au Maître de l'Ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

D) Obligation du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à demander à son sous-traitant la fourniture d'un PPSPS.

8.5. Réunions de chantier

Le maître d'oeuvre étant chargé de la direction de l'exécution des travaux, il établira un compte-rendu de chantier après chaque réunion hebdomadaire. Toutes les consignes données dans ce compte-rendu et n'ayant pas d'incidence financière par rapport au prix global forfaitaire du marché initial valent Ordre de Service si elles ne sont pas dénoncées par les entreprises concernées dans les 7 jours qui suivent la réunion.

- L'entrepreneur est tenu d'assister au rendez-vous de chantier auquel il est convoqué ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner sur le champ des ordres nécessaires aux agents de l'entreprise.

- La présence de l'entrepreneur convoqué aux rendez-vous hebdomadaires de chantier étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, son absence entraîne sa responsabilité.

ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou de parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou du C.C.T.P., seront assurés par l'entrepreneur concerné à la diligence du Maître d'œuvre et en sa présence et du Bureau de Contrôle.

9.2. Essais et contrôles à l'initiative du maître d'ouvrage

Le Maître d'Ouvrage, sur proposition du Maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché,

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix de bordereau,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le Maître de l'Ouvrage.

Les premiers essais définis par le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage seront à la charge du Maître d'Ouvrage. Tous les suivants qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'ayant pas été satisfaisants, seront à la charge de l'entreprise titulaire concernée : le programme étant dans chaque cas défini par les Maîtres D'Œuvre et d'Ouvrage, de même que l'organisme chargé de les réaliser.

9.3. Réception

- La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant des lots considérés ; elle prend effet à la date de cet achèvement. Elle est l'acte par lequel le Maître d'Ouvrage accepte avec ou sans réserve l'ouvrage exécuté.
- Chaque entrepreneur avise la personne responsable des marchés et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'œuvre aura à charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé.
- Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G.

9.4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

9.5. Documents fournis après exécution

Les entreprises devront fournir après exécution à l'architecte et au bureau de contrôle notamment les pièces suivantes :

- Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E.) qui contient les pièces stipulées à chacun des lots.
- Notice d'exploitation des équipements
- P.V. de classement des matériaux **et leur repérage sur les plans**
- P.V. des essais.
- **Repérage de ces ouvrages sur les plans**

Cette transmission devra avoir lieu en fin de chantier sous forme d'un dossier DOE remis sous format papier (en 2 exemplaires) et format informatique.

Une attention particulière devra être portée par l'entreprise sur la qualité du contenu du DOE : précision, exactitude des réalisations et prise en compte des adaptations de chantier.

En cas de lacunes, erreurs ou omissions dans les documents remis, le maître d'ouvrage effectuera des retenues sur les situations conformément à l'article 4.5 du présent CCAP jusqu'à ce que les documents transmis soient satisfaisant et le solde du marché ne sera versé qu'à partir de la fourniture de ces éléments.

9.6. Délais de garantie

Le délai de garantie est de 12 mois à partir de la date de réception des travaux.

9.7. Garanties particulières

Sans objet.

9.8. Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, les entrepreneurs ainsi que les cotraitants et sous-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une Assurance chef d'entreprise garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- d'une Assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil.

L'entrepreneur est tenu d'avoir et de tenir en état de validité une police dite "individuelle de base", "décennale entrepreneur" ou équivalent. Cette police devra garantir la réparation des dommages résultant tant d'un écroulement total ou partiel des ouvrages en cours de travaux, que des désordres engageant sa responsabilité décennale telle qu'elle est définie aux articles 1792, 1792.2, à 1792.6 et 2270 du Code Civil.

L'entrepreneur devra adresser au Maître d'Ouvrage l'attestation d'assurance de l'année en cours.

Si l'attestation d'assurances n'est pas adressée avant la présentation de la première situation, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'en bloquer le paiement jusqu'à ce que l'entrepreneur délivre cette pièce.

A Onet-le-chateau, le

Le Maître de l'Ouvrage

L'Entrepreneur

ANNEXE

CALENDRIER PREVISIONNEL D'EXECUTION